



## **Agriculteurs, territoires et sécurité alimentaire en danger**

***L'adoption du CETA\*, grâce à la complicité active ou passive des parlementaires LREM-UDI et Modem, met en danger le monde agricole, les territoires et notre sécurité alimentaire.***

Malmené depuis les années 1950 le monde agricole voit le nombre des exploitations fondre : de 2.3 millions en 1955 il n'en reste que 448 500 en 2018.

Nombre de suicides touchent ces travailleurs, poussés à toujours plus de productivisme et de rendement, sans pour autant pouvoir en vivre dignement. Nombreux aussi sont ceux frappés par les maladies professionnelles dues à l'usage de produits toxiques. La perte de biodiversité, la détérioration des paysages et de la qualité des sols, la destruction de terres agricoles accompagnent ces drames humains et sociaux.

Sans entrer dans les détails techniques, rappelons que le CETA, c'est la porte ouverte à des importations toujours plus grandes de produits alimentaires n'offrant pas les mêmes garanties sanitaires qu'exigées de nos producteurs locaux (antibiotiques, hormones, types d'alimentations pour le bétail....).

Déjà à l'intérieur de l'Europe, il y a une grande distorsion de concurrence entre les travailleurs, conséquence du traité de Maastricht et de la libre circulation des biens et des personnes. Avec ce nouveau traité, on met encore plus la pression sur les prix à la production au détriment de la qualité.

Lors des états généraux de l'alimentation le Président de la République disait vouloir apporter du revenu dans les cours de ferme. Mais depuis, toutes les lois et toutes les procédures mises en place vont à l'encontre de cet engagement. On s'aperçoit que l'agriculteur est toujours mis en concurrence avec des marchés qu'il ne peut pas concurrencer. La qualité a un prix. La recherche permanente du « moins cher », nos producteurs ne peuvent l'assurer sans dégrader à leur tour la qualité de leurs produits. Menace également aggravée avec le maintien de l'autorisation de l'usage des pesticides et autres glyphosates. L'intégrité sanitaire de ces agricultures productivistes est nullement garantie.

**Le MNLE Réseau Homme&Nature abordera toutes ces questions à l'occasion de son université d'été sur le thème « Environnement/Santé : Alimentation » du 24 au 31 août à St Jean d'Aulps en Haute Savoie.**

\*L'accord économique et commercial global (AECG), ou **Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)**, est le traité établi entre le **Canada** d'une part, et l'**Union européenne** — et ses 28 États membres dont le Royaume-Uni